Bulgarie : interdiction des discussions sur les ‘orientations sexuelles non traditionnelles’ dans les établissements scolaires

Description

Le 7 août 2024, le Parlement bulgare a adopté une loi controversée interdisant toute « propagande » liée aux « orientations sexuelles non traditionnelles » dans le système éducatif public. Ce texte, initié par le parti minoritaire *Vazrajdane* (Renaissance), a obtenu une large majorité avec 159 voix (22 contre et 12 abstentions). Il interdit la promotion, l’incitation ou la discussion autour des « *orientations sexuelles et identités de genre non conformes aux normes traditionnelles* » dans les établissements d’enseignement public.

Vazrajdane est un petit parti nationaliste, anti-vacciniste et pro-russe. Le soutien massif apporté à son initiative par d’autres partis peut s’expliquer par l’imminence de nouvelles élections législatives, prévues en octobre 2024. Ce vote pourrait être une stratégie politique visant à capter l’électorat conservateur de Bulgarie, où les questions de genre et de sexualité sont souvent exploitées pour des gains politiques.

L’adoption de cette loi a suscité une vive opposition de la part des organisations de défense des droits humains et de la communauté LGBTQ+. Des manifestations ont été organisées à Sofia, où des centaines de personnes ont exprimé leur désapprobation, scandant des slogans tels que « *Honte à vous* » et « *Arrêtez de chasser les gens hors de Bulgarie* ». Les manifestants accusent les députés d’avoir voté une loi « *discriminatoire* » et estiment qu’elle pourrait empêcher la diffusion des savoirs scientifiques et favoriserait une véritable « *chasse aux sorcières* » contre les initiatives éducatives liées aux LGBTQ+. LevFem, un groupe féministe de gauche, a averti de son côté que cette loi rendrait impossible la lutte contre le harcèlement des jeunes LGBTQ+ dans les écoles. Selon le Comité Helsinki de Bulgarie, cette loi violerait les droits humains fondamentaux – y compris ceux inscrits dans la Constitution bulgare –, les lois de l’UE et les conventions internationales.

La Bulgarie n’est pas le premier pays d’Europe de l’Est à adopter une telle législation. En 2021, la Hongrie avait déjà voté une loi similaire interdisant la promotion des questions LGBTQ+ auprès des mineurs. Ces mesures reflètent une tendance préoccupante dans la région, qui suscite l’inquiétude des défenseurs des droits humains.

Sources : *Actualno*, *Svobodna Evropa*, *BNR.bg*.

date créée
08/08/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Assen Slim